

LE CANADA

Journal Quotidien du Soir.

ABONNEMENT:

Un An, en Ville - - \$4.00
Un An, par la Poste \$3.00

LE CANADA

OSCAR McDONELL - - - Redacteur.

LA VALLEE DE L'OTAWA

Edition Hebdomadaire du Journal

LE CANADA

ABONNEMENT:
Un An, en Ville - - \$2.00
Un An, par la Poste \$1.00

12eme. Annee. No. 250.

Ottawa, Samedi 26 Decembre 1891.

Le Numero : 2 Cents.

LA COUR DE NAPOLEON III

CHAPITRE VII

LE MONDE POLITIQUE

La liste serait longue, je le répète, des hommes d'Etat ou de cour-français et étrangers — qui entourèrent l'empereur Napoléon III et qui furent les confidentiels de sa pensée, s'il fallait, ici, la faire complète. Je ne puis, on le comprendra, donner que quelques silhouettes, mentionner que quelques noms.

Parmi ces noms, d'aucuns s'imposent, évidemment, comme ceux de MM. de Morny, Rouher, Fould, Magne, Emile Ollivier. La place me manque pour esquisser la physiognomie des hommes qui les ont portés ou qui les ont portés et mes lecteurs trouveront ces portraits dans un prochain livre.

Cependant, avant de clore ce chapitre et avant de faire connaître au public quelques détails intimes sur ce qui se passa aux Tuileries, lors de la déclaration de guerre en 1870 — terminant ainsi cette étude sur le second Empire — je demande la permission de ne point entièrement mettre de côté la personnalité d'un homme politique qui eut une puissance énorme aux Tuileries. Il s'agit de M. Rouher, on l'a deviné, dans la correspondance de M. Rouland évoquant le souvenir au début de ces pages.

De M. Rouher, donc — de celui qui fut le vice-empereur — puisque je n'entre pas dans les détails de sa vie politique, je me bornerai à publier quelques lettres très curieuses qui datent d'une époque où il ne savait peut-être pas lui-même, s'il aimait ou haïrait Louis-Napoléon Bonaparte, et à rappeler son attitude à l'Assemblée nationale, à Versailles, dans une séance mémorable : lors de la discussion des comptes de la Défense nationale et de l'Empire. Ce souvenir et ces lettres me paraissent mieux convenir à la chronique.

La première des lettres que j'indique fut écrite en juin 1848 et fut adressée, ainsi que celles qui vont la suivre, à M. de Latour, maire de Clermont-Ferrand.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie de Paris

Je vous écris de l'Hôtel de Ville, dit M. Rouher, quelques minutes avant le départ du courrier. Ma journée s'est passée à visiter les ambulances, les postes avancées. Quelle horrible boucherie ! Mais enfin, nous sommes vainqueurs, nous le serons. Les troupes arrivent en masse de tous côtés. Mais de toutes les guerres civiles, c'est la plus effrayante. Tout sera fini ce soir, on demain dans la journée. La maison de la Donane a été enlevée par Lamoricière avec une incroyable impétuosité. Le faubourg Saint-Antoine, cette épouvantable forteresse, vient d'être pris après une désolante résistance. A l'instant, quatre heures et demi, on nous annonce un succès complet. Les insurgés ont eu un épouvantable stratège.

Les maisons de la même rue se communiqueaient ; invisibles, ils taient tous nos chefs. S'ils nous ont fait bien du mal, ils ont excité de terribles représailles. A côté de nous, on vient d'en fusiller une cinquantaine. Nous a vu mille peines pour empêcher un blessé d'être jeté à l'eau.

Le nombre des tués ou blessés est, de notre côté, de dix-sept cents environ, du moins jusqu'à présent. La fin de la journée égalera au moins ce nombre, du côté des insurgés.

Pendant que je vous écris, la fusillade continue dans la cité à côté de nous. On annonce le succès complet de nos troupes. La mobile a été sublime de courage.

Deux mois après ces événements — le 13 août 1848 — M. Rouher est tout entier préoccupé par la situation extérieure du pays. Après avoir parlé des élections au Conseil général, il ajoute :

Ces questions importantes, sans doute, sont cependant fort secondaires, si on les compare à celles qui nous préoccupent à l'Assemblée. Je ne sais comment nous sortirons de la question italienne. Le féau de la guerre me paraît fort imminent. Nous avons laissé les choses s'envenimer de la manière la plus maladroite. Dès le début, la question aurait dû être carrément posée vis-à-vis de l'Autriche. Si nous lui avions

dit : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

Les débats de l'enquête ne sont pas de nature à améliorer cette situation. Cette lutte, devenue aujourd'hui inévitable, à moins de faire acte de faiblesse ou de peur, sera des plus violentes, car elle sera à la fois politique et personnelle. Je crains qu'au vote nous ne soyons pas les plus forts.

En date du même mois, ces lignes railleuses et satisfaites à la fois :

La prétendue conspiration de Girardin abouti à une mise en liberté. En revanche, le pouvoir exécutif s'est décidé à supprimer le journal le Représentant du Peuple, rédigé par notre cher collègue le citoyen Proudhon qui, dans une série d'articles, avait repris le développement de ses doctrines antisociales. Mais que sont ces mesures, en présence du mal immense que nous avons à guérir, en vérité. Je crois que le pouvoir jette dans la somnolence. Ce serait le moment de favoriser les élans de confiance qui se manifestent par des mesures intéressant le crédit, la circulation sur les travaux publics.

Vingt projets de divers comités sont suspendus par l'annonce d'un projet d'ensemble et rien ne vient. Ce serait, cependant, s'abstenir d'une manière étrange que de croire définitive la comédie de l'ordre et on assume une grande responsabilité en ne se hâtant pas de la consolider.

On sent, dans ces lignes, l'autoritaire que devait être M. Rouher. Il ne s'attendait point longtemps, en effet, dans le libéralisme qu'il manifesta à cette époque.

Un an après la Révolution de 1848 — 14 avril 1849 — il se retourne nettement contre les revendicateurs trop exaltés :

La Montagne devient plus furieuse, à mesure que nous approchons du terme, et nous nous regardons les uns les autres, attendant que l'adversaire demande un congé pour l'imiter.

Considérant est à la tribune. Il nous lit une immense tartine socialiste et nous avons la patience de l'écouter. Nous n'avons, dans ce malheureux pays, d'indulgence ou de sympathie que pour les folies.

Enfin, en juillet de cette même année 1849, M. Rouher revient à la politique extérieure de la France et il exprime des sentiments fort pessimistes :

Notre diplomatie, écrit-il, a été singulièrement polluée par la révolution de février. Nos représentants actuels à l'étranger, dans les postes inférieurs, nous considèrent plus qu'ils nous honorent. Si M. de Tocqueville veut reculer les écuries d'Augias, il y aura de nombreuses vacances.

Cette correspondance est curieuse, je le répète. Elle témoigne, chez M. Rouher, d'une perspicacité remarquable, d'un jugement sûr en face des événements. Mais, selon le mot fameux : la critique est aisée.

L'histoire dira si M. Rouher, étant au pouvoir, conserva la même sérénité dans ses conceptions, le même sens pratique des choses dans l'exécution de ses desseins politiques.

Lorsqu'après la guerre, il siégea à l'Assemblée nationale, à Versailles, il avait perdu ce prestige qui fit sa force durant presque tout le règne de Napoléon III et il demeura, au milieu du Parlement hostile, dans une réserve non exempte de dignité, il faut le dire. Parlant peu, on semblait oublier sa présence même dans l'Assemblée. Cependant, il advint une circonstance, dans laquelle l'ancien vice-empereur ne crut pas devoir garder son attitude désignée, se renfermer dans le silence

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

Les débats de l'enquête ne sont pas de nature à améliorer cette situation. Cette lutte, devenue aujourd'hui inévitable, à moins de faire acte de faiblesse ou de peur, sera des plus violentes, car elle sera à la fois politique et personnelle. Je crains qu'au vote nous ne soyons pas les plus forts.

En date du même mois, ces lignes railleuses et satisfaites à la fois :

La prétendue conspiration de Girardin abouti à une mise en liberté. En revanche, le pouvoir exécutif s'est décidé à supprimer le journal le Représentant du Peuple, rédigé par notre cher collègue le citoyen Proudhon qui, dans une série d'articles, avait repris le développement de ses doctrines antisociales. Mais que sont ces mesures, en présence du mal immense que nous avons à guérir, en vérité. Je crois que le pouvoir jette dans la somnolence. Ce serait le moment de favoriser les élans de confiance qui se manifestent par des mesures intéressant le crédit, la circulation sur les travaux publics.

Vingt projets de divers comités sont suspendus par l'annonce d'un projet d'ensemble et rien ne vient. Ce serait, cependant, s'abstenir d'une manière étrange que de croire définitive la comédie de l'ordre et on assume une grande responsabilité en ne se hâtant pas de la consolider.

On sent, dans ces lignes, l'autoritaire que devait être M. Rouher. Il ne s'attendait point longtemps, en effet, dans le libéralisme qu'il manifesta à cette époque.

Un an après la Révolution de 1848 — 14 avril 1849 — il se retourne nettement contre les revendicateurs trop exaltés :

La Montagne devient plus furieuse, à mesure que nous approchons du terme, et nous nous regardons les uns les autres, attendant que l'adversaire demande un congé pour l'imiter.

Considérant est à la tribune. Il nous lit une immense tartine socialiste et nous avons la patience de l'écouter. Nous n'avons, dans ce malheureux pays, d'indulgence ou de sympathie que pour les folies.

Enfin, en juillet de cette même année 1849, M. Rouher revient à la politique extérieure de la France et il exprime des sentiments fort pessimistes :

Notre diplomatie, écrit-il, a été singulièrement polluée par la révolution de février. Nos représentants actuels à l'étranger, dans les postes inférieurs, nous considèrent plus qu'ils nous honorent. Si M. de Tocqueville veut reculer les écuries d'Augias, il y aura de nombreuses vacances.

Cette correspondance est curieuse, je le répète. Elle témoigne, chez M. Rouher, d'une perspicacité remarquable, d'un jugement sûr en face des événements. Mais, selon le mot fameux : la critique est aisée.

L'histoire dira si M. Rouher, étant au pouvoir, conserva la même sérénité dans ses conceptions, le même sens pratique des choses dans l'exécution de ses desseins politiques.

Lorsqu'après la guerre, il siégea à l'Assemblée nationale, à Versailles, il avait perdu ce prestige qui fit sa force durant presque tout le règne de Napoléon III et il demeura, au milieu du Parlement hostile, dans une réserve non exempte de dignité, il faut le dire. Parlant peu, on semblait oublier sa présence même dans l'Assemblée. Cependant, il advint une circonstance, dans laquelle l'ancien vice-empereur ne crut pas devoir garder son attitude désignée, se renfermer dans le silence

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

Les débats de l'enquête ne sont pas de nature à améliorer cette situation. Cette lutte, devenue aujourd'hui inévitable, à moins de faire acte de faiblesse ou de peur, sera des plus violentes, car elle sera à la fois politique et personnelle. Je crains qu'au vote nous ne soyons pas les plus forts.

En date du même mois, ces lignes railleuses et satisfaites à la fois :

La prétendue conspiration de Girardin abouti à une mise en liberté. En revanche, le pouvoir exécutif s'est décidé à supprimer le journal le Représentant du Peuple, rédigé par notre cher collègue le citoyen Proudhon qui, dans une série d'articles, avait repris le développement de ses doctrines antisociales. Mais que sont ces mesures, en présence du mal immense que nous avons à guérir, en vérité. Je crois que le pouvoir jette dans la somnolence. Ce serait le moment de favoriser les élans de confiance qui se manifestent par des mesures intéressant le crédit, la circulation sur les travaux publics.

Vingt projets de divers comités sont suspendus par l'annonce d'un projet d'ensemble et rien ne vient. Ce serait, cependant, s'abstenir d'une manière étrange que de croire définitive la comédie de l'ordre et on assume une grande responsabilité en ne se hâtant pas de la consolider.

On sent, dans ces lignes, l'autoritaire que devait être M. Rouher. Il ne s'attendait point longtemps, en effet, dans le libéralisme qu'il manifesta à cette époque.

Un an après la Révolution de 1848 — 14 avril 1849 — il se retourne nettement contre les revendicateurs trop exaltés :

La Montagne devient plus furieuse, à mesure que nous approchons du terme, et nous nous regardons les uns les autres, attendant que l'adversaire demande un congé pour l'imiter.

Considérant est à la tribune. Il nous lit une immense tartine socialiste et nous avons la patience de l'écouter. Nous n'avons, dans ce malheureux pays, d'indulgence ou de sympathie que pour les folies.

Enfin, en juillet de cette même année 1849, M. Rouher revient à la politique extérieure de la France et il exprime des sentiments fort pessimistes :

Notre diplomatie, écrit-il, a été singulièrement polluée par la révolution de février. Nos représentants actuels à l'étranger, dans les postes inférieurs, nous considèrent plus qu'ils nous honorent. Si M. de Tocqueville veut reculer les écuries d'Augias, il y aura de nombreuses vacances.

Cette correspondance est curieuse, je le répète. Elle témoigne, chez M. Rouher, d'une perspicacité remarquable, d'un jugement sûr en face des événements. Mais, selon le mot fameux : la critique est aisée.

L'histoire dira si M. Rouher, étant au pouvoir, conserva la même sérénité dans ses conceptions, le même sens pratique des choses dans l'exécution de ses desseins politiques.

Lorsqu'après la guerre, il siégea à l'Assemblée nationale, à Versailles, il avait perdu ce prestige qui fit sa force durant presque tout le règne de Napoléon III et il demeura, au milieu du Parlement hostile, dans une réserve non exempte de dignité, il faut le dire. Parlant peu, on semblait oublier sa présence même dans l'Assemblée. Cependant, il advint une circonstance, dans laquelle l'ancien vice-empereur ne crut pas devoir garder son attitude désignée, se renfermer dans le silence

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

Les débats de l'enquête ne sont pas de nature à améliorer cette situation. Cette lutte, devenue aujourd'hui inévitable, à moins de faire acte de faiblesse ou de peur, sera des plus violentes, car elle sera à la fois politique et personnelle. Je crains qu'au vote nous ne soyons pas les plus forts.

En date du même mois, ces lignes railleuses et satisfaites à la fois :

La prétendue conspiration de Girardin abouti à une mise en liberté. En revanche, le pouvoir exécutif s'est décidé à supprimer le journal le Représentant du Peuple, rédigé par notre cher collègue le citoyen Proudhon qui, dans une série d'articles, avait repris le développement de ses doctrines antisociales. Mais que sont ces mesures, en présence du mal immense que nous avons à guérir, en vérité. Je crois que le pouvoir jette dans la somnolence. Ce serait le moment de favoriser les élans de confiance qui se manifestent par des mesures intéressant le crédit, la circulation sur les travaux publics.

Vingt projets de divers comités sont suspendus par l'annonce d'un projet d'ensemble et rien ne vient. Ce serait, cependant, s'abstenir d'une manière étrange que de croire définitive la comédie de l'ordre et on assume une grande responsabilité en ne se hâtant pas de la consolider.

On sent, dans ces lignes, l'autoritaire que devait être M. Rouher. Il ne s'attendait point longtemps, en effet, dans le libéralisme qu'il manifesta à cette époque.

Un an après la Révolution de 1848 — 14 avril 1849 — il se retourne nettement contre les revendicateurs trop exaltés :

La Montagne devient plus furieuse, à mesure que nous approchons du terme, et nous nous regardons les uns les autres, attendant que l'adversaire demande un congé pour l'imiter.

Considérant est à la tribune. Il nous lit une immense tartine socialiste et nous avons la patience de l'écouter. Nous n'avons, dans ce malheureux pays, d'indulgence ou de sympathie que pour les folies.

Enfin, en juillet de cette même année 1849, M. Rouher revient à la politique extérieure de la France et il exprime des sentiments fort pessimistes :

Notre diplomatie, écrit-il, a été singulièrement polluée par la révolution de février. Nos représentants actuels à l'étranger, dans les postes inférieurs, nous considèrent plus qu'ils nous honorent. Si M. de Tocqueville veut reculer les écuries d'Augias, il y aura de nombreuses vacances.

Cette correspondance est curieuse, je le répète. Elle témoigne, chez M. Rouher, d'une perspicacité remarquable, d'un jugement sûr en face des événements. Mais, selon le mot fameux : la critique est aisée.

L'histoire dira si M. Rouher, étant au pouvoir, conserva la même sérénité dans ses conceptions, le même sens pratique des choses dans l'exécution de ses desseins politiques.

Lorsqu'après la guerre, il siégea à l'Assemblée nationale, à Versailles, il avait perdu ce prestige qui fit sa force durant presque tout le règne de Napoléon III et il demeura, au milieu du Parlement hostile, dans une réserve non exempte de dignité, il faut le dire. Parlant peu, on semblait oublier sa présence même dans l'Assemblée. Cependant, il advint une circonstance, dans laquelle l'ancien vice-empereur ne crut pas devoir garder son attitude désignée, se renfermer dans le silence

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

Les débats de l'enquête ne sont pas de nature à améliorer cette situation. Cette lutte, devenue aujourd'hui inévitable, à moins de faire acte de faiblesse ou de peur, sera des plus violentes, car elle sera à la fois politique et personnelle. Je crains qu'au vote nous ne soyons pas les plus forts.

En date du même mois, ces lignes railleuses et satisfaites à la fois :

La prétendue conspiration de Girardin abouti à une mise en liberté. En revanche, le pouvoir exécutif s'est décidé à supprimer le journal le Représentant du Peuple, rédigé par notre cher collègue le citoyen Proudhon qui, dans une série d'articles, avait repris le développement de ses doctrines antisociales. Mais que sont ces mesures, en présence du mal immense que nous avons à guérir, en vérité. Je crois que le pouvoir jette dans la somnolence. Ce serait le moment de favoriser les élans de confiance qui se manifestent par des mesures intéressant le crédit, la circulation sur les travaux publics.

Vingt projets de divers comités sont suspendus par l'annonce d'un projet d'ensemble et rien ne vient. Ce serait, cependant, s'abstenir d'une manière étrange que de croire définitive la comédie de l'ordre et on assume une grande responsabilité en ne se hâtant pas de la consolider.

On sent, dans ces lignes, l'autoritaire que devait être M. Rouher. Il ne s'attendait point longtemps, en effet, dans le libéralisme qu'il manifesta à cette époque.

Un an après la Révolution de 1848 — 14 avril 1849 — il se retourne nettement contre les revendicateurs trop exaltés :

La Montagne devient plus furieuse, à mesure que nous approchons du terme, et nous nous regardons les uns les autres, attendant que l'adversaire demande un congé pour l'imiter.

Considérant est à la tribune. Il nous lit une immense tartine socialiste et nous avons la patience de l'écouter. Nous n'avons, dans ce malheureux pays, d'indulgence ou de sympathie que pour les folies.

Enfin, en juillet de cette même année 1849, M. Rouher revient à la politique extérieure de la France et il exprime des sentiments fort pessimistes :

Notre diplomatie, écrit-il, a été singulièrement polluée par la révolution de février. Nos représentants actuels à l'étranger, dans les postes inférieurs, nous considèrent plus qu'ils nous honorent. Si M. de Tocqueville veut reculer les écuries d'Augias, il y aura de nombreuses vacances.

Cette correspondance est curieuse, je le répète. Elle témoigne, chez M. Rouher, d'une perspicacité remarquable, d'un jugement sûr en face des événements. Mais, selon le mot fameux : la critique est aisée.

L'histoire dira si M. Rouher, étant au pouvoir, conserva la même sérénité dans ses conceptions, le même sens pratique des choses dans l'exécution de ses desseins politiques.

Lorsqu'après la guerre, il siégea à l'Assemblée nationale, à Versailles, il avait perdu ce prestige qui fit sa force durant presque tout le règne de Napoléon III et il demeura, au milieu du Parlement hostile, dans une réserve non exempte de dignité, il faut le dire. Parlant peu, on semblait oublier sa présence même dans l'Assemblée. Cependant, il advint une circonstance, dans laquelle l'ancien vice-empereur ne crut pas devoir garder son attitude désignée, se renfermer dans le silence

di : « Votre guerre en Italie est pour vous une impasse : vaincue par Charles-Albert, vous compromettez votre domination en Italie à tout jamais ; victorieuse, vous avez la France pour adversaire. Ne vaut-il pas mieux négocier ? » L'Autriche, agitée à l'intérieur, inquiète du succès, aurait accepté les voies diplomatiques ; aujourd'hui l'armée est victorieuse, si on ne peut faire obstacle à sa marche sur Turin. Notre action avec l'Angleterre restera concentrée jusqu'à une certaine limite.

Mais, lorsque nous en viendrons à parler d'affranchissement, l'Angleterre deviendra tiède, battra graduellement en retraite et nous laissera en face de l'Autriche et de la Russie, ou exposés à une honteuse reculade.

CHAPITRE VIII

LA GUERRE

Ce récit s'achève, et c'est par quelques pages curieuses sur l'impression que la déclaration de guerre à la Prusse, en 1870, causa à la Cour, que je terminerai. Ces pages sont tout entières de la main d'un familier des Tuileries, et je les publie telles qu'elles m'ont été communiquées.

Voici cette narration, écrite avec sobriété et dans une brutalité de détails qui en font l'une des plus dramatiques relations qui aient été données sur l'histoire des dernières heures du second Empire.

« La guerre était déclarée. Au moment du départ de l'Empereur pour l'armée, le général Lepic, aide-de-camp et maréchal des logis chef, fut désigné par Sa Majesté pour remplir les fonctions d'adjudant-général du Palais.

« J'ignorais ce changement d'attributions et lorsque j'allai au Louvre, chez Lepic, qui m'avait donné rendez-vous pour nous attendre au sujet de notre départ probable, je le trouvai fort mécontent.

« En effet, il avait souhaité d'accompagner l'Empereur à l'armée et les ordres du souverain l'avaient déçu. « Il voulait envoyer sa démission à Napoléon III, mais je lui fis comprendre qu'il ne pouvait et ne devait point accompagner Sa Majesté, et en outre qu'il n'avait pas le droit de se grouper autour d'Elle et lui témoigner leur dévouement. Le général se calma et écrivit à l'Empereur une lettre très digne, dans laquelle il lui exprimait son chagrin de ne pas le suivre sur le champ de bataille. Le lendemain, Sa Majesté lui adressa, en réponse, une longue missive, toute de sa main, dans laquelle Elle disait : « Elle concevait très bien que son cœur de soldat devait souffrir de ne pas être à ses côtés dans les dangers, mais qu'Elle lui laissait la garde de l'Impératrice et que peut-être dans cette situation, il conviendrait de plus grands périls que sur les champs de bataille ».

« Cette lettre de l'Empereur confirmait les tristes pressentiments qu'il n'avait cessé d'exprimer depuis le jour où la déclaration de guerre avait été rendue définitive.

« Le général Lepic remplaçait le général de Courson que l'Empereur emmenait avec lui.

« Lepic restait à Saint-Cloud, et l'Impératrice, et j'attendais des ordres de Sa Majesté, lorsque le 27 juillet, à sept heures du soir, un de mes amis, attaché au service de la Presse, m'apprit la défaite de Wissembourg et le retour de l'Impératrice à Paris.

« Ma première pensée fut que tous les fidèles de Sa Majesté devaient se réunir autour d'Elle, spontanément, sans qu'il fût besoin d'un ordre de rappel, et quittant ma résidence de... n'emportant avec moi qu'un petit sac de toilette pour l'utilité de quelques jours, je me rendis aux Tuileries, convaincu que notre alerte serait bientôt calmée.

« Hélas ! je me trompais étrangement et ne devais revenir à... qu'après les cruelles épreuves d'un siège.

« Le 28, à neuf heures un quart, M. Gally, régisseur du Palais m'apprit que l'Impératrice était arrivée la veille avec toute sa maison et que le général Lepic, pour mieux concentrer son service, avait installé ses bureaux dans les appartements du Prince Impérial, qui se trouvaient, on le sait, au rez-de-chaussée du château, en-re le pavillon de Flore et le pavillon de l'Horloge, du côté de la cour.

« Je me rendis immédiatement chez lui. Le général était absent, mais je me rencontrai avec M. Battet, secrétaire général des bureaux du grand-maître qui venait se mettre à la disposition de Lepic.

« Vers dix heures et demie, le général entra et nous causâmes des malheureuses nouvelles qui nous venaient de l'armée, ainsi que des complications qui pouvaient en résulter, sans néanmoins nous inquiéter autrement de nos premières défaites, dont l'impression pouvait disparaître à la suite d'une bataille gagnée.

« Cependant, les dépêches que nous recevions de Metz n'étaient pas bonnes. Malgré toute la réserve que le gouvernement mettait à les communiquer, nous en avions connaissance par des officiers qui revenaient de la frontière et qui dinaient à notre table.

« Les officiers de la maison, les hauts dignitaires qui entouraient l'Impératrice prenaient des airs mystérieux et importants et, en somme, ils ne savaient rien de plus que ce qu'annonçaient les journaux.

« Je cherchais à les éclairer sur la situation grave et obscure que je devais, mais ils ne voulaient rien entendre, rien comprendre. Ils préféraient se tromper eux-mêmes, garder sur leurs yeux un épais bandeau, plutôt que d'admettre la vérité et que d'informer l'Impératrice.

« A